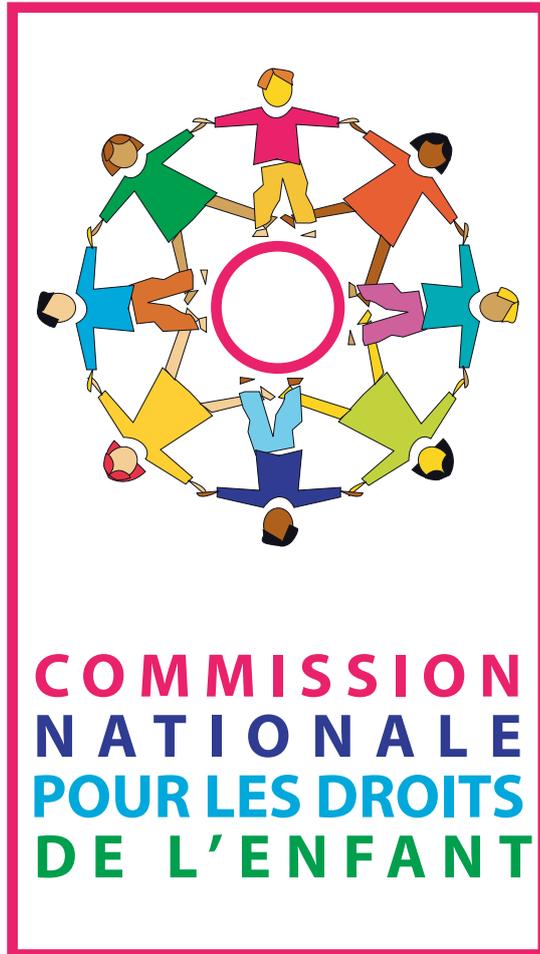


RAPPORT D'ACTIVITES 2011

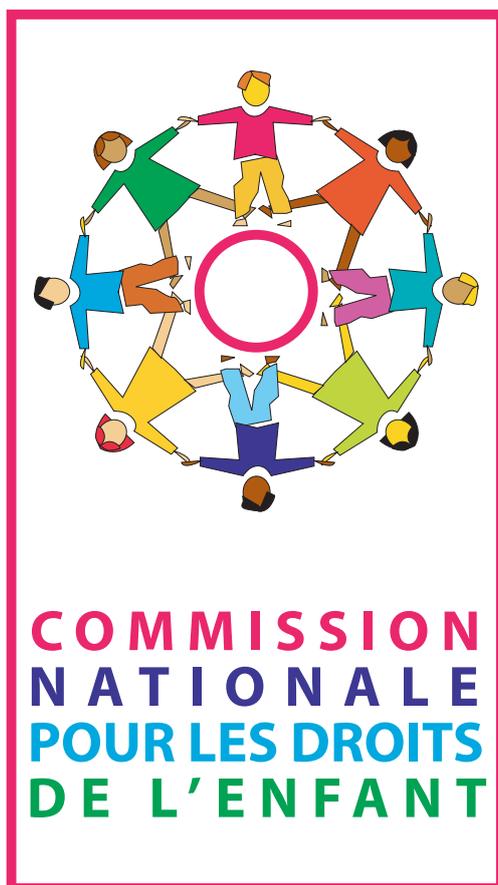


En vertu d'un Accord de Coopération entre



RAPPORT D'ACTIVITES

2011



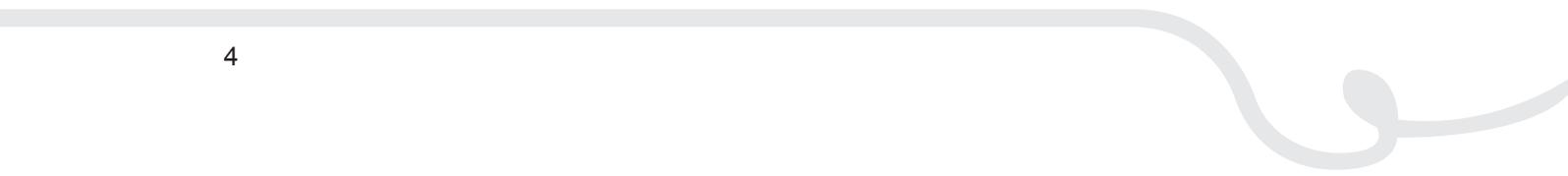
ACCORD DE COOPERATION DU 19 SEPTEMBRE 2005 ENTRE L'ETAT, LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA REGION FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE, LA REGION WALLONNE ET LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Article 13

« La Commission publie annuellement un rapport sur ses activités et l'utilisation du budget mis à sa disposition. Celui-ci est établi dans les trois langues nationales et transmis aux différents gouvernements, au Parlement fédéral et aux Parlements des entités fédérées. »

TABLE DES MATIERES

Avant-propos	5
Chapitre 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant	7
1 La présidence et le secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant	7
1.1 Composition	7
1.2 Moyens financiers	7
2 Les Vice-Présidents	7
3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant	8
4 Les membres	8
Chapitre 2 : Activités de la Commission	9
1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant	9
1.1 Contributions des entités, coordonnées par le secrétariat de la CNDE	9
1.2 Contributions au niveau du Secrétariat	10
2 Mission d'avis	11
2.1 Groupe d'experts "Avis relatif au projet de rapport initial belge concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées"	11
2.2 Avis dans le cadre de la préparation de la présentation UPR de la Belgique	11
2.3 Avis relatif au projet de document de base (core document) de la Belgique	11
2.4 Autres avis émis	12
3 La journée nationale des droits de l'enfant	12
4 Projets en cours	12
4.1 Suivi de la façon dont les entités donnent effet aux observations finales du Comité des droits de l'enfant des N.U. à l'occasion du troisième et quatrième rapport périodique CIDE et du rapport initial OPSC	12
4.2 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE	12
4.3 Préparation d'une étude sur des indicateurs des droits de l'enfant	13
4.4 Avis dans le cadre de la préparation d'une recommandation de l'UE sur la pauvreté infantile et le bien-être des enfants	13
Chapitre 3 : Evaluation externe du fonctionnement de la CNDE	15
ANNEXES	
Annexe 1: Rapport financier 2011	17
Annexe 2: Liste des membres en 2011	19
Annexe 3: Activités de la Commission	29
Annexe 4: Publications concernant la CNDE	31
Annexe 5: Réunions externes, journées d'étude, congrès et représentations	32
Annexe 6: Formations et certificats obtenus	36



AVANT-PROPOS

Le présent rapport d'activités résume de manière succincte les travaux entrepris par la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant en 2011.

Fin juillet 2011, l'État belge a soumis son rapport initial concernant la convention relative aux droits des personnes handicapées aux Nations Unies. La Commission a été consultée au cours de la rédaction de ce rapport. En juin 2011, un groupe d'experts de la CNDE a remis un avis détaillé à la concertation CoorMulti.

Les membres ont aussi été associés à la rédaction de la position belge sur le projet de stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant. La présidente de la CNDE a assuré la coordination de la rédaction selon la méthodologie de la rédaction d'un rapport : un projet de position a été élaboré avec les autorités et a ensuite été soumis à la société civile et à d'autres membres intéressés pour avis.

Le secrétariat de la CNDE a également contribué à l'élaboration du rapport universel périodique de la Belgique, à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, à la rédaction d'une position belge concernant le projet de résolution relative aux droits de l'enfant des Nations Unies et à la préparation du rapport annuel, rédigé par la VUB et le bureau d'études Milieu Ltd, sur le respect des droits fondamentaux en Belgique pour la Fundamental Rights Agency de l'Union Européenne. Le bureau exécutif et les membres avec voix délibérative ont toujours été consultés pour ces différentes contributions. Lorsque le délai de travail le permettait, les autres membres ont également été sollicités pour avis.

A cause du timing serré, cette consultation de la société civile a notamment été impossible dans le cadre de la réponse belge à l'enquête des Nations Unies sur les progrès accomplis au niveau mondial dans la lutte contre la violence à l'encontre des enfants. Il s'agit d'un fait regrettable qu'il convient d'intégrer dans l'évaluation du fonctionnement de la Commission. Les résultats de cette évaluation pourront sans aucun doute constituer aussi une source d'inspiration au méta-niveau pour l'optimisation du développement d'une politique performante des droits de l'enfant et de l'homme conjointement par les autorités et la société civile.

En attendant les résultats de l'évaluation, les membres ayant voix délibérative ont décidé de suspendre toutes les décisions stratégiques de la CNDE. De même, aucune décision n'a pu être prise en 2011 en ce qui concerne la manière dont la CNDE peut assurer le suivi de la suite concrète que les entités donneront aux observations finales du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies à l'occasion du troisième et quatrième rapport périodique CIDE et du rapport initial OPSC.

Il a par contre été convenu avec les membres ayant voix délibérative que, pour fin 2011, chaque entité établirait un aperçu présentant dans quelle mesure les observations finales seront suivies d'effet à son propre niveau politique.

Le report de décisions stratégiques n'a évidemment pas engendré une immobilisation. Le secrétariat a élaboré à la mi-2011 un trajet qui permet de préparer déjà plusieurs initiatives de sorte que les pistes de travail possibles puissent être mises sur la table peu après la fin de l'évaluation externe (prévue pour mars 2012) et, conjointement avec un programme de réforme, puissent déboucher sur un plan politique et stratégique adapté.

En 2011, un travail préparatoire a été effectué en particulier en vue de l'élaboration d'un canevas national de rapport périodique CIDE. Par ailleurs, une étude de la littérature relative aux listes

d'indicateurs en matière de droits de l'enfant et de bien-être de l'enfant a été entreprise en vue d'examiner, dans un deuxième temps, la faisabilité d'indicateurs nationaux pour une politique des droits de l'enfant performante.

Sarah D'hondt
Présidente

1 La Présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

1.1 Composition

Le Secrétariat a connu un changement de personnel. Madame Myriam Dewaelheyns, assistante administrative à mi-temps, a joint le service le 7 mars 2011 et l'a quitté le 13 septembre 2011. Elle n'a pas été remplacée avant fin 2011.

Entre février et juillet 2011, M. Michaël De Greve, étudiant du Master en droit à l'Université d'Anvers, a effectué un stage auprès du secrétariat de la CNDE pendant 10 jours ouvrables.

1.2 Moyens financiers

Pour l'année d'activité 2011, tous les gouvernements, sauf le gouvernement fédéral, ont calculé leur contribution sur base d'un budget total de € 259.818,28. Ce montant est équivalent au budget de l'année 2010.

Comme en 2010, le gouvernement fédéral a limité sa contribution aux frais de personnel et de transport public. Contrairement aux années 2007 et 2008, le solde n'a pas été versé à destination du poste 'frais de fonctionnement'. Pour l'année 2011, ceci implique une contribution non-perçue de € 25.416,96.

Les gouvernements des Communautés française, germanophone et flamande, le Collège réuni de la Commission communautaire commune et le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ont payé leur contribution intégrale en 2011. La Commission communautaire française a payé le solde début 2012.

Le gouvernement wallon n'a pas payé sa contribution en 2011. Aucune contribution de leur part ne peut donc être enregistrée au moment de la publication de ce rapport d'activités.

Le budget total reçu était de € 234.443,19.

€ 219.844, 80 ont été utilisés. Les coûts de traduction (€ 7.168,08) sont presque divisés par quatre par rapport à l'année 2010 et n'absorbent dès lors plus presque l'intégralité du budget de fonctionnement.

Après réception des paiements encore dus, le solde final sera positif à € 78.874,78.

Un aperçu est joint en annexe 1. En vue de faciliter sa lisibilité, tous les montants qui se réfèrent à l'année concernée sont mentionnés, même s'ils ont été payés plus tard.

2 Les Vice-présidents

Malgré plusieurs contacts à cette fin, le gouvernement de la Communauté française n'a toujours pas désigné en 2011 de nouveau vice-président francophone pour la Commission.

Pour ce qui concerne la vice-présidence néerlandophone (Communauté flamande), il n'y a pas eu de changement. La vice-présidence de la Communauté flamande a encore été exercée par l'Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen (afdeling Jeugd). Le vice-président est M. Jan Vanhee. Son suppléant et vice-président faisant fonction est M. Joost Van Haelst, coordinateur « droits de l'enfant ».

3 Le Bureau Exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant

Le Bureau Exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant est composé du président, des vice-présidents et de sept membres. Dans la mesure du possible, trois des sept membres du Bureau sont des membres ayant voix consultative qui représentent la société civile. Les quatre autres membres sont des membres ayant voix délibérative¹.

En 2011, le Bureau était composé comme suit :

Madame Sarah D'hondt, Présidente de la CNDE

Madame Paule Somers, loco M. Vincent Macq, représentant du Gouvernement fédéral; remplacée depuis le 25 mai 2011 par M. Tom Van Wynsberge

Madame Suzy Bleys, représentante du Gouvernement flamand (suppléant: Monsieur Jan De Ridder)

Monsieur Benoît Parmentier, représentant du Gouvernement de la Communauté française (suppléante : Madame Dominique Rossion)

Madame Magali Plovie, représentante de la Commission communautaire commune de Bruxelles Capitale

Monsieur Joost Van Haelst, vice-président faisant fonction pour la Communauté flamande

Le 3 mars 2011, Monsieur Geert Decock, représentant de l'Ordre des barreaux flamands, a démissionné par voie écrite du Bureau, pour raison de manque de temps.

Le Bureau, qui prend les décisions de gestion journalière, a préparé les orientations pour 2011 et en a assuré le suivi. Par ailleurs, il a approuvé la demande du budget pour 2012, ainsi que le projet du rapport d'activités 2010. Il a également encadré le secrétariat de la CNDE dans l'élaboration du cahier des charges en vue d'une évaluation externe du fonctionnement de la Commission.

4 Les membres

La liste des membres de l'année 2011 est disponible en annexe 2.

¹ Article 12 du Règlement d'ordre intérieur.

1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant

1.1 Contributions des entités, coordonnées par le secrétariat de la CNDE

a. Contribution à la rédaction de la position belge concernant le projet de résolution relative aux droits de l'enfant des Nations Unies

En juillet 2011, la présidente a contribué, en concertation avec le vice-président et les membres ayant voix délibérative, aux observations de la Belgique sur le projet de résolution relative aux droits de l'enfant des Nations Unies. L'attention a été attirée principalement sur l'importance de la participation, l'utilité d'accords de coopération trans-sectoriels, la problématique relative aux placements et la concrétisation du droit à l'enseignement des enfants handicapés.

b. Contribution à un questionnaire dans le cadre de la préparation du rapport annuel du Fundamental Rights Agency de l'Union Européenne, sur le respect des droits fondamentaux en Europe

La Vrije Universiteit Brussel et le bureau d'études Milieu Ltd. (FRANET national focal points pour la Belgique) ont fait appel au Secrétariat de la CNDE dans le cadre de leur préparation du rapport annuel sur le respect des droits fondamentaux en Belgique, pour le Fundamental Rights Agency de l'Union Européenne. Ce rapport étatique inspire le FRA pour la rédaction de son fundamental rights report. Le Secrétariat de la CNDE a contacté les représentants des gouvernements en vue de la rédaction d'un rapport sur les réalisations dans la période d'octobre 2010 à octobre 2011 en matière de droits de l'enfant et protection de l'enfant, avec une attention particulière pour la situation des mineurs étrangers non-accompagnés. La société civile a été invitée à formuler des défis pour l'avenir. En septembre-octobre 2011, les réactions ainsi que des éléments utiles issus de rapports antérieurement coordonnés par la CNDE ont été introduits dans le questionnaire standardisé utilisé par le FRA.

Le résultat peut être consulté sur <https://1168.fedimbo.belgium.be/fr/content/avis-destination-dinstances-belges>.

c. Coordination de la rédaction de la position belge sur le projet de stratégie en matière de droits de l'enfant 2012-2015 du Conseil de l'Europe

Les entités belges ont élaboré une réaction officielle au premier projet relatif aux nouvelles stratégies du Conseil de l'Europe en matière de droits de l'enfant pour la période 2012-2015. La présidente de la CNDE a coordonné la rédaction de cette position belge à laquelle ont contribué les autorités fédérales par le biais du SPF Justice et du Service de la Politique criminelle, le gouvernement de la Communauté française et les autorités flamandes par le biais de l'Agence flamande d'activités socioculturelles pour la jeunesse et les adultes, section Jeunesse ("Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen, afdeling Jeugd"). Les autres membres de la Commission ont été consultés sur base d'un premier projet de position belge. Leur avis a été suivi sur plusieurs points.

La position belge peut être consultée sur <https://1168.fedimbo.belgium.be/fr/content/avis-de-la-belgique-relatif-au-projet-de-strategie-en-matiere-de-droits-de-lenfant-2012-2015>.

d. Coordination de la rédaction de la réponse belge à l'enquête sur les progrès accomplis au niveau mondial dans la lutte contre la violence à l'encontre des enfants (transmise par la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la question de la violence contre les enfants)

Les autorités belges ont élaboré de façon concertée une réponse à l'enquête transmise en août 2011 par la représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la question de la violence contre les enfants, en vue d'assurer le suivi de l'étude de 2006 sur la violence à l'encontre des enfants. La présidente de la CNDE a coordonné la rédaction de cette réponse belge, sur base des informations disponibles suite à des missions de coordination antérieures et à leur suivi par le Secrétariat de la CNDE, qui ont par la suite été complétées par des contributions de plusieurs autorités.

La réponse belge peut être consultée sur <https://1168.fedimbo.belgium.be/fr/content/rapports-intermediaires-dont-la-redaction-ete-coordonnee-par-le-secretariat-de-la-cnde>.

1.2 Contributions au niveau du Secrétariat

a. Contribution à la rédaction de la position belge sur le projet de l'Union européenne pour la résolution des N.U. relative aux enfants de la rue

En 2011, le Secrétariat de la CNDE a contribué à la rédaction des remarques belges sur le projet de l'Union européenne pour la résolution des N.U. "Rights of the child : holistic approach to the protection and promotion of the rights of children working and/or living on the street".

b. Contribution à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U.

L'intervention de la Belgique lors du Conseil des droits de l'homme des N.U. (16e session, le 9 mars 2011) portait sur le thème des enfants travaillant ou vivant dans la rue et a été basée pour grande partie sur les éléments apportés par la présidente de la CNDE. La représentation permanente de la Belgique auprès des N.U. a rapporté que le fait d'avoir mis l'accent sur la scolarisation comme vecteur d'inclusion sociale pour les enfants travaillant ou vivant dans la rue, a été apprécié par les ONG belges présentes.

c. Contribution à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants

La présidente de la CNDE a également contribué à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants, mené avec le Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et avec la représentante spéciale du Secrétaire Général sur la violence à l'égard des enfants (Genève, le 7 mars 2011). L'intervention s'est appuyée sur la référence faite dans le rapport du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants – aux travaux d'élaboration d'une procédure de communication dans le cadre de la CIDE, pour accentuer le plaidoyer belge en faveur de la capacité internationale d'ester en justice pour les mineurs et d'un accès effectif à la justice pour les enfants. Cette prise

de position de la Belgique implique, selon nous, que le ministre de la Justice prévoira les moyens nécessaires à l'assistance juridique là où il y a lieu.

La contribution du Secrétariat de la CNDE peut être consultée sur <https://1168.fedimbo.belgium.be/fr/content/avis-destination-dinstances-belges>.

2 Mission d'avis

2.1 Groupe d'experts "Avis relatif au projet de rapport initial belge concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées"

Dans le cadre de l'élaboration par la Belgique de son rapport initial concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le 26 mai 2011, la CNDE a été invitée par la CoorMulti de formuler un avis. A ces fins, un groupe d'experts a été mis sur pied par la CNDE et a rendu un avis écrit le 7 juin 2011. Cet avis a été limité à des remarques et des propositions de texte ayant un lien direct avec les droits de l'enfant ou avec les attentes internationales en matière de rapportage relatif aux enfants.

L'avis a été complété par une note du Secrétariat de la CNDE tenant plusieurs autres recommandations pertinentes pour le rapport.

Le Bureau exécutif de la CNDE a marqué son accord avec la communication des deux documents à la CoorMulti et au département pilote (le SPF Sécurité sociale). L'avis et son annexe ont été présentés par la présidente de la CNDE et son Secrétariat à l'occasion d'une concertation CoorMulti avec la société civile, tenue le 8 juin 2011.

Ils peuvent être consultés sur <https://1168.fedimbo.belgium.be/fr/content/avis-destination-dinstances-belges>.

2.2 Avis dans le cadre de la préparation de la présentation UPR de la Belgique

Dans le cadre de la concertation CoorMulti, la présidente de la CNDE a veillé à ce qu'une attention suffisante soit accordée aux droits de l'enfant lors de la préparation de la présentation UPR assurée par la Belgique en mai 2011.

2.3 Avis relatif au projet de document de base (core document) de la Belgique

En juillet 2011, la présidente a émis un avis sur le projet de document de base (core document) qui donne une explication générale de la structure de l'État belge et de la politique belge en matière de droits de l'homme et que la Belgique joindra à l'avenir à tous les rapports internationaux.

Ce travail a été effectué dans le contexte de la coordination CoorMulti.

La présidente a consulté le Bureau et les membres ayant voix délibérative sur la base d'un premier projet d'avis sur le projet présenté. Après la mise en œuvre d'une procédure d'approbation tacite, l'avis a été intégralement communiqué à la concertation CoorMulti.

2.4 Autres avis émis

La Commission Nationale est représentée au sein du Conseil consultatif du nouveau Vlaamse Kenniscentrum Kinderrechten (KeKi) (Centre de Connaissance des Droits de l'Enfant), un forum de liaison entre la science, la politique et la pratique, un forum de rencontre pour les scientifiques et un organe consultatif (www.keki.be).

Le conseil consultatif prend connaissance des activités du Kenniscentrum et formule des recommandations en vue du fonctionnement futur, par exemple concernant le choix des thèmes annuels et concernant les lacunes de la recherche scientifique sur les droits de l'enfant.

En 2011, la présidente a poursuivi cette tâche et a émis un avis dans le cadre de la constitution d'une banque de données d'instruments juridiques et dans le cadre de l'évaluation Joker en cours.

Le secrétariat participe en outre systématiquement aux réunions que la Communauté française et les autorités flamandes organisent avec leurs points de contact au sein des administrations et avec la société civile. Dans ce contexte, le secrétariat est régulièrement sollicité pour avis ou pour information.

3 La journée nationale des droits de l'enfant

La liste des activités organisées par les membres de la CNDE autour de la quatrième journée nationale des droits de l'enfant, peut être consultée sur https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/20_11_11_initiatieives.pdf.

4 Projets en cours

4.1 Suivi de la façon dont les entités donnent effet aux observations finales du Comité des droits de l'enfant des N.U. à l'occasion du troisième et quatrième rapport périodique CIDE et du rapport initial OPSC

Les membres avec voix délibérative se sont engagés à communiquer avant fin 2011 les informations suivantes au Secrétariat de la CNDE:

- soit leur plan d'action répondant aux ou à une sélection des observations finales
- soit, pour chaque observation finale, le suivi qui est concrètement prévu.

Le Secrétariat communiquera de façon coordonnée cette information parmi les membres. Une discussion en séance plénière suivra en juin 2012.

4.2 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE

Le Secrétariat de la CNDE élabore actuellement un projet de canevas de rapport périodique CIDE.

Vu qu'en parallèle, au niveau des Communautés flamande et française, des travaux de suivi des concluding observations du Comité des droits de l'enfant des N.U. sont en cours, M. Joost Van Haelst, Coordinateur flamand en matière de droits de l'enfant et Mme Malvina Govaert, Directrice de recherche à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse,

sont impliqués dans l'élaboration de ce projet. Celui-ci sera finalisé début 2012 et par la suite soumis à l'ensemble des membres avec voix délibérative qui vérifieront sa faisabilité au niveau de leurs entités. Le projet de canevas définitif sera soumis à discussion en séance plénière.

4.3 Préparation d'une étude sur des indicateurs des droits de l'enfant

La Commission envisage élaborer des indicateurs des droits de l'enfant qui serviront à mieux structurer aussi bien le rapport même que la collecte de données supplémentaire. Comme premier jet, le Secrétariat de la CNDE a entamé en 2011 une étude de la littérature afin de répertorier des points d'attention pour l'élaboration d'indicateurs des droits de l'enfant. Il s'inspire également des listes d'indicateurs pertinentes existantes.

4.4 Avis dans le cadre de la préparation d'une recommandation de l'UE sur la pauvreté infantile et le bien-être des enfants

La Commission européenne a annoncé qu'elle formulerait en 2012 une Recommandation sur la pauvreté infantile et le bien-être des enfants. Pour ce faire, elle se basera entre autres sur le travail accompli dans le cadre de la Méthode ouverte de coordination ainsi que sur le travail accompli sous le précédent trio de présidences du Conseil de l'Union européenne (Espagne, Belgique et Hongrie).

Le Conseil Emploi, Politique sociale, Santé et Consommateurs de juin 2011 a demandé au Comité de protection sociale (SPC) de participer activement à la préparation de cette Recommandation européenne. À cette fin, le SPC a créé un groupe de travail ad hoc Pauvreté infantile. Le SPP Intégration sociale et le SPF Sécurité sociale y représentent la Belgique. Ces services publics impliquent les autres entités et les stakeholders dans le cadre de réunions consultatives. La présidente de la CNDE y participe.

Une évaluation externe du fonctionnement de la CNDE est menée depuis septembre 2011, en vue d'optimiser le fonctionnement de la CNDE.

Après un appel au marché public, préparé par le Secrétariat de la CNDE et approuvé par le Bureau Exécutif, l'évaluation a été attribuée au Lentic, un centre de recherche et d'intervention de l'Université de Liège, centré sur les processus d'innovation organisationnelle (www.lentic.be). Le Lentic forme à cette occasion une association momentanée avec le Centrum voor sociologisch onderzoek de la K.U. Leuven (CESCO - www.soc.kuleuven.be/ceso), cellule sociologie de travail et d'organisation. L'évaluation court de septembre 2011 au premier mars 2012. La description du projet et le rapport intermédiaire du 27 décembre 2011 peuvent être consultés sur <https://1168.fedimbo.belgium.be/fr/content/evaluation-externe-du-fonctionnement-de-la-cnde>.

Plusieurs membres de la CNDE ont été contactés par les chercheurs, en vue d'une évaluation participative. Nous les remercions d'ores et déjà pour leur collaboration.

Les membres avec voix délibérative se sont engagés à décider dans les 2 mois suivant la finalisation de l'évaluation, du suivi qui sera donné aux recommandations.

Les résultats de l'évaluation et la réponse des membres avec voix délibérative seront discutés en séance plénière. Par la suite, les ministres compétents de toutes les entités concernées seront invitées à prendre une décision, tenant compte de l'avis des membres de la Commission.

Annexe 1: Rapport financier 2011

Autorités contribuentes	budget attribué	budget reçu	manque/ excédent	solde des années précédentes	total
Collège Commission communautaire française de Bruxelles	5.196,37 €	5.196,39 €	-	-39,57 €	-39,57 €
Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles	5.196,37 €	5.196,37 €	-	-	-
Gouvernement de la Communauté française	31.957,65 €	32.000,00 €	42,35 €	1.215,54 €	1.257,89 €
Gouvernement de la Communauté germanophone	2.598,18 €	2.598,18 €	-	-	-
Gouvernement de la Région Bruxelles - Capitale	2.598,18 €	2.598,18 €	-	-	-
Gouvernement de la Région wallonne	17.407,82 €	-	-17.407,82 €	-	-17.407,82 €
Gouvernement flamand	64.954,57 €	64.954,57 €	-	-	-
Gouvernement fédéral	129.909,14 €	104.492,18	-25.416,96 €	-61.997,93 €	-87.414,89 €
Total	259.818,28 €	217.035,87 €	-42.782,43 €	-60.821,96 €	-103.604,39 €

Postes	budget demandé	budget attribué	budget reçu *	dépenses
Frais de personnel				
Présidente	101.109,38 €	101.109,38 €	102.489,82 €	102.489,82 €
Attaché A11	45.486,27 €	45.486,27 €	-	-
Attaché A11	45.486,27 €	45.486,27 €	-	-
Niveau CA1	15.361,88 €	15.361,88 €	-	-
			104.492,18 € **	104.492,18 €
total	207.443,80 €	207.443,80 €	206.982,00 €	206.982,00 €
Frais d'installation				
présidente	-	-	-	-
2 attachés	-	-	-	-
niveau C	-	-	-	-
salle de réunion	-	-	-	-
ICT 4 personnes	-	-	-	-
frais annonces recrutement	-	-	-	-
total	5.000,00 €	5.000,00 €	0,00 €	0,00 €
Frais de fonctionnement				
fonctionnement commission				466,76 €
4 personnes	10.000,00 €	10.000,00 €	-	1.141,77 €
ICT	4.000,00 €	4.000,00 €	-	-
total	14.000,00 €	14.000,00 €	3.000,00 €	1.608,53 €
Divers				
séance plénière	2.000,00 €	2.000,00 €	1.000,00 €	277,38 €
interprètes	3.000,00 €	3.000,00 €	1.500,00 €	578,32 €
traductions	16.374,48 €	16.374,48 €	12.961,19 €	7.168,08 €
experts	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
missions	6.000,00 €	6.000,00 €	4.000,00 €	0,00 €
transport en commun	4.000,00 €	4.000,00 €	4.000,00 €	2.625,85 € ***
livres et revues	1.000,00 €	1.000,00 €	500,00 €	179,64 €
séminaires et formations	1.000,00 €	1.000,00 €	500,00 €	425,00 €
total	33.374,48 €	33.374,48 €	24.461,19 €	11.254,27 €
Total général	259.818,28 €	259.818,28 €	234.443,19 €	219.844,80 €
solde années précédentes		67.276,39 €		
solde 31 décembre 2011		81.874,78 €		

* = reçu sous réserve de paiements retardés en 2012: le chiffrage part de l'hypothèse que toutes les entités payent la contribution annoncée par elles-mêmes (= part pourcentuelle de € 259.818,28; sauf pour le gouvernement fédéral qui se limite au paiement des frais de personnel des attachés et du secrétaire et de leurs abonnements de train)

** Le SPF Justice avait budgétisé davantage pour le poste 'frais de personnel': 2 attachés et 1 niveau C', mais ne paie que le coût effectif

*** Le SPF Justice prend (pour environ la moitié) en charge le poste 'Divers - transport en commun'

Annexe 2: Liste des membres en 2011

**NATIONALE COMMISSIE VOOR DE RECHTEN VAN HET KIND
COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT
NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE RECHTE DES KINDES**

*

**MEMBRES DE LA COMMISSION - LEDEN VAN DE COMMISSIE – MITGLIEDER DER
KOMMISSION
2011**

**A MEMBRES AVEC VOIX DÉLIBÉRATIVE / STEMGERECHTIGDE LEDEN /
STIMMBERECHTIGTE MITGLIEDER - ART. 3.1. AC/SA/ZA**

Nom/Naam/Name	Représente/Vertegenwoordigt/ Vertretert	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Mme Paule SOMERS / Dhr. Tom VAN WYNSBERGE (loco Dhr. Vincent Macq) Kabinet van Minister van Justitie DE CLERCK	Federale regering	
Mme Emmanuelle DUQUENNE Cabinet du Vice-premier Ministre et Ministre des Finances REYNDERS	Gouvernement fédéral	Mme Catherine DEDYE Cabinet de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique ONKELINX
Dhr. Jan DE RIDDER Kabinet Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN	Vlaamse regering	Mevr. Deirdre GEES Kabinet Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, VANDEURZEN
Mevr. Suzy BLEYS Kabinet Vlaams minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel SMET	Vlaamse regering	Dhr. Dirk MOORS Kabinet Vlaams minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel, SMET
H. Günther MANZ Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft Abteilung Familie, Gesundheit und Soziales	Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft	
M. Benoît PARMENTIER Office de la Naissance et de l'Enfance	Gouvernement de la Communauté française	Mme Dominique ROSSION Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
	Gouvernement wallon	M. Dominique LUPERTO Cabinet du Ministre-Président DEMOTTE
Mme Joëlle DEWALHENS Cabinet	Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles	M. Karim MAJOROS Cabinet
Mme Magali PLOVIE Cabinet de la Ministre, compétente pour les Finances et l'Aide aux Personnes HUYTEBROECK	Collège de la Commission communautaire commune de Bruxelles	Mevr. Martine MOTTEUX Kabinet Minister Huytebroeck

**B MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE / LEDEN MET RAADGEVENDE STEM /
MITGLIEDER MIT BERATENDER STIMME - ART. 3.2.A AC/SA/ZA**

1 Gouvernement Fédéral / Federale Regering / Föderalregierung

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Premier LETERME Premier belast met de Coördinatie van het Migratie- en asielbeleid	Mevr. Ina VANDENBERGHE Kabinet	Mevr. Anne VAN DEN BUSSCHE Kabinet
Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles REYNDERS	Mme Caroline GOSSELAIN Cabinet	Mme Anne JUNION Cabinet
Vice-eerste minister en Minister van Begroting VANHENGEL	Dhr. Gijs BOUTE Kabinet	Dhr. Karl VAN DE BOSSCHE Kabinet
Vice-premier en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven VERVOTTE	Mevr. Annelies DE BACKER Kabinet	Dhr. Koen DE BUSSER Kabinet
Minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen VANACKERE	Mevr. Véronique JOOSTEN Administratie	Mevr. Isabelle Heyndricks Kabinet
Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique ONKELINX	Mme Catherine DEDYE Cabinet	Mevr. Isabel MOENS Kabinet
Vice-Première Ministre et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances MILQUET	Mme Sylvie ROBERTI Cabinet	Mme Véronique DE BAETS Cabinet
Minister van Binnenlandse Zaken TURTELBOOM	Mme Colette VAN LUL Office des Etrangers	Dhr. Wim BONTINCK Federale Politie, Centrale Dienst Mensenhandel
Ministre des Pensions et des grandes villes DAERDEN		
Ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique LARUELLE	Mme Pauline BIEVEZ Cabinet	M. Grégoire MOES Administration
Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen VAN QUICKENBORNE	Mme Isabelle MAHIEU Administration	Dhr. Herman VAN DEN LANGENBERGH Administratie
Minister van Justitie DE CLERCK	Mevr. Christel DE CRAIM Dienst voor het Strafrechtelijk Beleid	
Minister van Defensie DE CREM	M. Nicolas LANGE Kabinet	Mevr. Charline DESMECHT Kabinet
Ministre du Climat et de l'Energie MAGNETTE	M. Hervé GHYSELS Cabinet	M. Philippe DETHEUX Cabinet
Ministre de la Coopération au développement MICHEL	Mme Amélie DERBAUDRENGHIEN Cabinet	Mevr. Berbel VRANCKEN
Staatssecretaris voor Mobiliteit SCHOUPPE	Mevr. Anne VANDENBERGHE Administratie	Mevr. Anneliese HEEREN Administratie

Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté COURARD	Mevr. Magda DE MEYER Kabinet	M. Thierry MARTIN Cabinet
Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargés des Personnes Handicapées DELIZEE	Mme Christiane LEENAERTS Cabinet	
Secrétaire d'Etat au Budget et à la Politique des familles et à la politique de migration et d'asile WATHELET	M. Philippe ANDRIANNE Cabinet	M. Steven DE CANCK Kabinet

2 Gouvernement flamand / Vlaamse regering / Flamische regering

Lid/membre/Mitglied	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Vlaams Minister-President en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Visserij en Plattelandsbeleid PEETERS		
Vice-Minister-President en Minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand BOURGEOIS	Mevr. Sadia CHOUKRI Kabinet	Mevr. Daphne COSTES Administratie
Vice-Minister-President en Minister van Wetenschappelijk Onderzoek en Innovatie, Overheidsbedrijven, Media en Armoedebeleid LIETEN	Mevr. Liesbet STEVENS Kabinet	Dhr. Tom VERMEIRE Kabinet
Minister van Begroting en Financiën, Werk, Ruimtelijke ordening, Onroerend erfgoed en Sport MUYTERS	Mevr. Tinne STUKKENS Kabinet	Mevr. Nicole BOSSAERTS Kabinet
Minister van Jeugd, Gelijke Kansen, Onderwijs en Brussel SMET	Mevr. Suzy BLEYS Kabinet	Dhr. Dirk MOORS Kabinet
Vlaams minister van Mobiliteit en Openbare Werken CREVITS	Mevr. Minou ESQUENET Kabinet	Dhr. Damien BENOIT Kabinet
Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN	Dhr. Jan DE RIDDER Kabinet	Dhr. Dirk BROOS/Mw Margot CLOET Kabinet
Vlaams minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur SCHAUVLIEGE		
Minister van Wonen, Energie, Sociale Economie en Stedenbeleid VAN DEN BOSSCHE	Mevr. Tinne OP DE BEECK Kabinet	

3 Gouvernement de la Communauté germanophone / Regering van de Duitstalige Gemeenschap / Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden LAMBERTZ	Bestimmt keinen Vertreter	
Minister für Familie, Gesundheit und Soziales MOLLERS	H. Guenther MANZ	H. Marco ZINNEN
Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung PAASCH	Bestimmt keinen Vertreter	
Ministerin für Kultur, Medien und Tourismus WEYKMANS	Bestimmt keinen Vertreter	

4 Gouvernement de la Communauté française / Regering van de Franse Gemeenschap / Regierung der Französischen Gemeinschaft

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président DEMOTTE	M. Pierre-Yves BOLEN Cabinet	M. Joël MATHIEU Cabinet
Vice- Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale ANTOINE	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon
Vice-Ministre-Président et Ministre de l'enseignement supérieur MARCOURT	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Nadia LAHLOU Cabinet
Vice-Ministre-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction Publique NOLLET	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet
Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances LAANAN	Mme Catherine SPIECE Conseillère à la cellule « Santé » du Cabinet	Mme Alexandra ADRIAENSSENS Directrice chargée de mission à l'administration de la Communauté française, Secrétariat général – Direction de l'égalité des chances
Ministre de la Jeunesse HUYTEBROECK	Mme Elodie VANDENBROUCKE Cabinet	Mme Bénédicte HENDRICK
Ministre de l'Enseignement obligatoire SIMONET	Mme Marianne TILOT Cabinet	Mme Hélène JACQMIN Cabinet

5 Gouvernement wallon / Waalse Regering / regering der Wallonischen Region

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président DEMOTTE	Mme Sophie LEQUERTIER Cabinet	M. Joël MATHIEU Cabinet
Vice-Ministre-Président et Ministre du Développement durable et de la Fonction publique NOLLET	M. Laurent MONNIEZ Cabinet	M. Paul GALAND Cabinet
Vice-Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi et de la Formation ANTOINE	Mme Geneviève LAZARON Echevine de l'Enseignement et de la Petite enfance	Mme Lucie VANDENBOSCH Groupe CdH du Parlement wallon
Vice- Ministre-Président et Ministre de l'Économie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles MARCOURT	Mme Raymonde YERNA Cabinet	Mme Jacqueline JOURNEE Cabinet
Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité et du Patrimoine LUTGEN	Mme Coralie BONNET Cabinet	Mme Anne-Françoise MOUTON Cabinet
Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances, TILLIEUX	M. Luc MERTENS Cabinet	Mme Mélissa WALKA Cabinet
Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville FURLAN	Mme Delphine HERNALSTEEN Cabinet	M. Marco ALIBONI Cabinet
Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité HENRY	M. Dominique PERRIN Cabinet	M. Pierre CASTELAIN Cabinet

6 Gouvernement Région de bruxelles –Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest / regering der Region Brüssel-Hauptstadt

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger /Stellvertreter
Minister GROUWELS Belast met Openbare Werken, Vervoer, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica, Gelijkekansenbeleid en de Haven van Brussel	Dhr. David VITS Kabinet	Dhr. Ghenio DE ANGELIS Kabinet
Ministre CEREXHE Compétent en matière de l'Emploi, de l'Economie, en ce compris la politique de revitalisation économique des quartiers et le Commerce extérieur, de la Politique agricole et de la Recherche scientifique		

Ministre-Président PICQUE Compétent en matière des Pouvoirs subordonnés, de l'Aménagement du Territoire, en ce compris les monuments et sites, de la Propreté publique, de la Coopération au Développement et de la Statistique régionale	M. Olivier KIESECOMS	M. Stéphane AUJEAN Observatoire de l'Enfance
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Compétent en matière du Logement, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente		
Ministre HUYTEBROECK Compétente en matière de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation rurale et la conservation de la nature, de la Lutte contre l'Incendie, l'Aide médicale urgente, du Logement et la rénovation urbaine	Mme Cécile GIRBOUX Cabinet	M. Bernard MATHIEU Cabinet
Secrétaire d'état KIR Compétent en matière de l'Urbanisme et de la propreté publique		
Staatssecretaris DE LILLE Belast met Vervoer (met uitsluiting van de bevoegdheid over de MIVB en de infrastructuur van het openbaar vervoer en met uitsluiting van het parkeerbeleid en Cambio), Gelijkekansenbeleid, Openbaar Ambt en Beleid tot administratieve vereenvoudiging		
Minister VANRAES/Minister VANHENGEL Belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Beleid tot administratieve vereenvoudiging	Mevr. Ethel SAVELKOUL Kabinet	Mme. Brigitte PATERNOSTRE Administration

7 Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Secrétaire d'Etat DOULKERIDIS Président du Collège compétent en matière du Budget, de l'Enseignement, du Tourisme et des Relations internationales	M.Karim MAJOROS Cabinet	Mme Isabelle VANLATHM

Ministre CEREXHE Membre de la COCOF, compétent en matière de la Fonction publique, de la Politique de la Santé et de la Formation professionnelle des Classes moyennes	M. Dominique MAUN	M. Vincent GIROUL
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOF, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées	Mme Manoëlle VELGHE	Mme Marie CARTON
Ministre-Président PICQUE Membre de la COCOF, Compétent en matière de la Cohésion sociale	M. Olivier KIESECOMS	M. Stéphane AUJEAN
Secrétaire d'état KIR Membre de la COCOF, compétent en matière de la Formation professionnelle et de la Culture	Mme Joëlle DEWALHENS	Mme Sophie BERLAIMONT

8 Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftscommission

Lid/Membre/Mitglied	Représentant/ Vertegenwoordiger/Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Ministre-Président PICQUE président de la COCOM	M. Olivier KIESECOMS	Mme Brigitte PATERNOSTRE
Ministre CEREXHE Membre de la COCOM, compétent en matière de la Politique de la Santé et de la Fonction publique	M. Philippe HENRY de GENERET	Mme Khadija BOUDIBA
Ministre HUYTEBROECK Membre de la COCOM, compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieures	Mme Véronique GAILLY	Mme Brigitte PATERNOSTRE Directrice du Service de l'Aide aux personnes
Minister VANRAES Lid van de GGC, belast met Gezondheidsbeleid, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen	Mevr. Ethel SAVELKOUL Attaché kabinet	Mevr. Sophie VERHAEGEN
Minister GROUWELS Lid van de GGC, belast met het Beleid inzake Bijstand aan Personen en Openbaar Ambt	Dhr. David VITS Kabinet	Dhr. Ghenio DE ANGELIS Kabinet

**C MEMBRES AVEC VOIX CONSULTATIVE / LEDEN MET RAADGEVENDE STEM /
MITGLIEDER MIT BERATENDER STIMME-ART. 3.2-M AC/SA/ZA**

Instantie/Instance/ Instanz	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Collège des Procureurs généraux	M. Lucien NOUWYNCK Parquet général près la Cour d'Appel de Bruxelles	Co – plaatsvervangers / Co – suppléants / Co-Stellvertreter: 1. M. Pierre RANS 2. Mme Jacqueline DEVREUX 3. Mevr Godelieve DENEULIN 4. Mevr Annelies LINDEMANS
Vereniging van de Vlaamse Provincies	Dhr. Marc WELLENS	
Union des Villes et Communes de Wallonie	Mme Thérèse-Marie BOUCHAT	
Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant	1. M. Benoît VAN KEIRSBILCK, Défense des Enfants International (DEI), section belge francophone 2. Dhr Hans DE GREVE Plan België 3. Mme Frédérique VAN HOUCKE, CODE	Mme Cécile CROSSET Ligue des familles Mme Valerie PROVOST CODE
Kinderrechtencoalitie Vlaanderen	1. Mevr Karin MAES Kinderrechtswinkels 2. Mevr Christine MELKEBEEK Defence for Children International 3. Mevr Nele WILLEMS Kinderrechtencoalitie	1. Mevr Nele DESMET Kinderrechtswinkels 2. Mevr Annemie DRIESKENS Gezinsbond 3. Dhr Jef GEBOERS Kinderrechtencoalitie
Belgisch Comité voor UNICEF Comité belge pour UNICEF	Mme Maud DOMINICY	1. Mme Alao KASONGO 2. Mevr. Gaelle BUYSSCHAERT
Rat der Deutschsprachigen Jugend	Catherine WEISSHAUPT	
Orde van Vlaamse Balies	Dhr Geert DECOCK Advocaat Balie Gent Voorzitter Unie van Jeugdadvocaten	
Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale	M. Marc THOULEN Directeur	
Conseil Interuniversitaire de la Communauté française	1. M. Olivier DE SCHUTTER (UCL) Département de droit international, Charles de Visscher, CPDR 2. M. Jacques FIERENS (FUNDP) Département de Droit	
Vlaamse Interuniversitaire Raad	1. Prof. Paul LEMMENS KULeuven, Faculteit Rechtsgeleerdheid 2. Prof. Wouter VANDENHOLE UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid	1. Prof. Johan PUT Faculteit K.U. Leuven Rechtsgeleerdheid 2. Prof. Frederik SWENNEN UA, Faculteit Rechtsgeleerdheid
Kinderrechten-commissaris	Dhr. Bruno VANOBBERGEN	1. Mevr. Mie JACOBS 2. Mevr. Hilde CNUUDE 3. Mevr. Leen ACKAERT
Délégué général aux Droits de l'enfant	M. Bernard DE VOS	M. Stéphan DURVIAUX

Ombudsman de la Communauté germanophone	M. Cédric LANGER	
Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding/ Centre pour l'Egalité des Chances et la Lutte contre le Racisme	Mme Julie LEJEUNE	1. Mme Patricia LE COCQ 2. Mme Françoise DE BOE
Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten	Mevr. Jeanine BELLENS	
Unie der Nederlandstalige Jeugd magistraten	Mevr. Dominique ROOMS Jeugdrechter Brugge	Dhr. Ignace DEVOS Substituut – procureur des Konings
Vlaamse Scholierenkoepel	Mevr. Veerle DREEMEERSCH	
Association des Provinces wallonnes	Mme Annick BEKAVAC Directrice	
Comités voor Bijzondere Jeugdzorg	Mevr. Virna SAENEN Departement Welzijn, Volksgezondheid en Gezin	Mevr. Carine DE WILDE Dhr. Johan VAN DER AUWERAERT
Vlaamse Jeugdraad	Mevr. Barbara POPPE	Mevr. Joke ANTHONISSEN
Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen	1. Dhr. Jan VANHEE Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap Administratie Cultuur, Jeugd, Sport en media 2. Mevr. Kaat HUYLEBROECK Administratie Onderwijs en Vorming	1. Dhr. Joost VAN HAELST Coördinator Kinderrechten Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen 2. Mevr. Rita VAN DURME Administratie Onderwijs en Vorming
Conseil de la Jeunesse d'Expression Française	1. M. Olivier GEERKENS Coala ASBL 2. M. Alexandre AZER-NESSIM Secrétaire général	
Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française	1. Mme Malvina GOVAERT Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse 2. Mme Marie-Christine MAUROY Office de la Naissance et de l'Enfance	M. Michel VANDEKEERE Coordinateur a. i. Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique	Mme Cécile DELBROUCK Advocat au barreau de Liège	M. Juan VERLINDEN Advocat au barreau de Bruxelles
Deutschsprachigen Administrationen	Bestimmen keinen Vertreter	
Union francophone des Magistrats de la Jeunesse	M. Eric JANSSENS	Mme Françoise MAINIL
Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse	M. Gérard HANSEN	M. Dominique MOREAU

D OBSERVATEURS / WAARNEMERS / BEOBACHTER (ART.7 AC/SA/ZA)

Nom/Naam ___ Organisation/ Organisatie	Représentant/Vertegenwoordiger/ Vertreter	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Senaat	Mevr. Sabine DE BETHUNE	Mevr. Veerle DE ROOVER
Vlaams Parlement	Mevr. Katrien SCHRYVERS	
Parlement Wallon	Mme Véronique SALVI	Mme Chantal BERTOUILLE
Parlement de la Communauté française		
Parlement francophone bruxellois	Mme Caroline DESIR	

Chambre des Représentants	Mme Marie-Christine MARGHEM	
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale		
Parlement de la Communauté germanophone	Bestimmt keinen Beobachter	

E UITVOEREND BUREAU / BUREAU EXÉCUTIF / EXEKUTIVBÜRO

	Lid/Membre/Mitglied	Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter
Gouvernement fédéral / Federale Regering / Föderal- regierung	Mme Paule SOMERS/Dhr Tom VAN WYNSBERGE	
Gouvernement de la Communauté française / Regering van de Franstalige Gemeenschap/Regierung der Französischen Gemeinschaft	M. Benoît PARMENTIER	Mme Dominique ROSSION
Gouvernement flamand / Vlaamse Regering/Flamische Regierung	Mevr. Suzy BLEYS	Dhr. Jan DE RIDDER
Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune/Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftscommission	Mme Magali PLOVIE	
Orde van Vlaamse Balies	Dhr. Geert DECOCK (ontslag genomen op 3 maart 2011)	
Vice – Voorzitter / Vice – Président / Vizepräsident	Dhr. Jan VANHEE	Dhr. Joost VAN HAELEST
Vice – Président / Vice – Voorzitter/ Vizepräsident		
Voorzitter/ Présidente/Präsident	Mevr. Sarah D'HONDT	

F SECRETARIAAT NATIONALE COMMISSIE VOOR DE RECHTEN VAN HET KIND / SECRETARIAT COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

Mevr. Siska VAN DE WEYER

M. David DUCULOT

Annexe 3: Activités de la Commission

1 Organisation de réunions au sein de la CNDE

A. Groupes de travail

Groupe d'experts 'avis sur le rapport belge initial concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées': 16 mai 2011 et les consultations électroniques préalables et consécutifs.

B. Réunions du Bureau

1 février 2011: désignation des coordinateurs des entités et modalités de collaboration, discussion de la méthodologie globale et des timings du suivi de l'évaluation du fonctionnement de la Commission, le besoin de rédiger un canevas de rapport périodique, l'organisation du suivi et de la publicité des Concluding Observations, la présentation de l'avis de la CNDE concernant le projet de protocole visant l'instauration d'une procédure de communication à la CIDE, discussion relative à l'avis demandé de la CNDE concernant le projet de rapport belge initial concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

8 avril 2011: décision relative à plusieurs questions de suivi, entre autres concernant des Concluding Observations, la répartition souhaitée des tâches entre les membres avec voix délibérative et les coordinateurs ; discussion de la proposition de description du rôle de coordinateur des autorités pour la rédaction et le suivi des rapports relatifs aux droits de l'enfant ; discussion et approbation du projet de rapport d'activités 2010 et décision du suivi qui sera donné par chaque gouvernement aux remarques finales du Comité (CO) et aux objectifs pour l'avenir repris dans les rapports CIDE et OPSC (OA).

27 mai 2011: discussion du projet de cahier des charges concernant l'audit externe de la CNDE et discussion de l'avis du groupe d'experts "Avis concernant le premier rapport de la Belgique concernant la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées" ainsi que de son suivi au niveau national.

19 octobre 2011: discussion de l'état des choses des budgets 2011 et 2012 ; discussion du départ de la secrétaire Myriam Dewaelheyns et du départ annoncé de David Duculot ; planification des prochaines séances plénières; présentation du projet en cours tenant l'élaboration d'un projet de canevas de rapportage.

C. Réunions avec les membres avec voix délibérative

8 avril 2011: cf supra

27 mai 2011: cf supra

19 octobre 2011: cf supra

D. Réunions avec les personnes coordonnant la rédaction de documents en matière des droits de l'enfant à la demande de leur autorité

19 janvier 2011: concertation en vue du suivi des observations finales, sur base d'un relevé élaboré par le Secrétariat, qui cadre les observations finales du Comité des droits de l'enfant de l'ONU en rajoutant de l'information utile supplémentaire, incl. un renvoi aux objectifs pour l'avenir pertinents repris dans les rapports CIDE et OPSC et aux recommandations formulées en séance plénière du 28 juin 2010 suite aux observations finales.

21 février 2011: poursuite de la concertation en vue de décrire le rôle des 'coordinateurs des entités pour la rédaction de documents en matière des droits de l'enfant' et en vue du suivi des observations finales.

5 octobre 2011: discussion avec les 'coordinateurs' de l'autorité flamande et de la Communauté française, des lignes de force d'un projet de canevas de rapport périodique CIDE.

16 novembre 2011: poursuite de la discussion en vue de l'élaboration d'un projet de canevas de rapport périodique CIDE de la Belgique.

E. Réunions au niveau du Secrétariat

Sur base régulière, avec un rythme bisemanale, des réunions de staff ont eu lieu.

2 Réunions avec des tiers

11 et 12 janvier 2011: entretiens en vue de la sélection d'un nouvel assistant administratif auprès du Service d'encadrement P&O, Service sélection du SPF Justice.

18 janvier 2011: concertation avec M. Danny Spitaels, SPF Justice, concernant les rapports financiers 2007-2010.

6 mai 2011: évaluation de la stage avec M. Michaël De Greve.

11 mai 2011: concertation avec M. Gillain, attaché analyse marchés publics, SPF Justice, en vue de l'élaboration du cahier des charges pour une procédure de négociation sans publication préalable en vue d'une évaluation externe du fonctionnement de la CNDE.

6 juin 2011: concertation au cabinet du Ministre Smet, ministre flamand coordinateur en matière de droits de l'enfant, concernant le projet de plan d'action flamand en matière de droits de l'enfant.

5 octobre 2011: participation au comité de pilotage organisé par le Lentic et la KUL dans le cadre de l'évaluation du fonctionnement de la CNDE.

10 octobre 2011: réunion préparatoire en vue de la sélection d'un nouvel assistant administratif auprès du Service d'encadrement P&O, Service sélection du SPF Justice.

17 / 18 / 20 / 21 / 24 octobre 2011: entretiens en vue de la sélection d'un nouvel assistant administratif auprès du Service d'encadrement P&O, Service sélection du SPF Justice.

Annexe 4: Publications concernant la CNDE

Sarah D'HONDT, "Op weg naar een optioneel protocol bij het IVRK houdende instelling van een klachtprocedure, Advies van 26 januari 2011 van de NCRK-expertenwerkgroep, aangevuld met een algemene kadering van het dossier", TJK 2011, 78-83.

Mention de la CNDE dans "Politiek Zakboekje Instellingen", editie 2012 et "Mémento des Institutions 2012", Wolters/Kluwer (depuis 2008).

Annexe 5: Réunions externes, journées d'étude, congrès et représentations

Le président et le secrétariat ont fourni des explications sur le fonctionnement de la CNDE lors des occasions, journées d'étude, congrès et dans le cadre des cours d'université suivants :

22 mars 2011: cours concernant la CNDE et le rapport périodique CIDE, cours optionnel 'droits de l'enfant', Université de Gand, Prof. Freya Van der Laenen.

7 décembre 2011: Amnesty International Belgique, Conférence concernant la création d'un institut national des droits de l'homme, Bruxelles.

Le président et le secrétariat ont assisté aux journées d'étude, congrès, groupes de travail et présentations suivants, afin de se tenir au fait de la recherche, de la législation et des développements :

18 janvier 2011: Concertation CoorMulti concernant le projet de protocole à la CIDE tenant procédure de plainte.

7 février 2011: Concertation CoorMulti visant la détermination de la position belge pour la deuxième partie de la deuxième session de l'OEWS en vue de l'élaboration d'une procédure de plainte à la CIDE (incl. la discussion du troisième avis du groupe d'experts de la CNDE) (présidente absente à cause de maladie – prise en charge par le vice-président faisant fonction, M. Joost Van Haelst).

10 mars 2011: Concertation CoorMulti relative à la rédaction du rapport initial belge concernant l'application de la convention relative aux droits des personnes handicapées.

25 mars 2011: Agentschap sociaal – cultureel werk voor jeugd en volwassenen, Autorité flamande, vergadering reflectiegroep jeugd- en kinderrechten (suivi des concluding observations et des objectifs pour l'avenir repris dans les rapports belges CIDE et OPSC, travaux au plan d'action flamand relatif aux droits de l'enfant, élaboration d'un pact flamand 2020 pour la jeunesse), Bruxelles.

25 mars 2011: Vlaams Kinderrechtencommissariaat, "Living rights and translations: implémentation des droits de l'enfant dans (au moins) deux directions", lecture par le Prof. Karl Hanson, Bruxelles.

28 mars 2011: sous-groupe de travail "child friendly" au sein du Groupe de suivi CIDE : rédaction d'une version child-friendly des Concluding Observations.

29 mars 2011: Concertation CoorMulti visant la préparation de la présentation UPR de la Belgique, Bruxelles.

31 mars 2011: réunion du groupe de suivi CIDE (évaluation des actions prises par le Gouvernement dans le cadre du Plan d'action relatif aux droits de l'enfant approuvé en décembre 2008: présentation du formulaire intelligent et écolage des correspondants droits de l'enfant), Communauté française, OEJAJ.

7 avril 2011: Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen, Autorité flamande, 'Journée de dialogue concernant le plan d'action flamand relatif aux droits de l'enfant', Bruxelles.

10 mai 2011: Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor jeugd en volwassenen, Autorité flamande, réunion du 'groupe de réflexion sur les droits des jeunes et de l'enfant' (discussion du plan d'action flamand relatif aux droits de l'enfant), Bruxelles.

19 mai 2011: Kinderrechtencoalitie, forum ouvert 'Toegang tot de gezondheidszorg / kinderrechten in het ziekenhuis', (accès aux soins de santé / les droits de l'enfant à l'hôpital), Gand.

8 juin 2011: Concertation CoorMulti: discussion avec la société civile du projet de rapport rapport initial belge concernant l'application de la convention relative aux droits des personnes handicapées, présentation de l'avis du groupe d'experts de la CNDE, Bruxelles.

15 juin 2011: Kinderrechtencoalitie, forum ouvert 'Geestelijke gezondheidszorg en psychiatrie' (santé mentale et psychiatrie), Schaarbeek.

16 juin 2011: Kinderrechtswinkel, journée d'étude 'De rechtspositie van de minderjarige patiënt' ('la position juridique du patient mineur'), Gand.

21 juin 2011: Concertation CoorMulti concernant l'Examen Périodique Universel (EPU) de la Belgique par le Conseil des droits de l'homme auprès de l'ONU. Debriefing pour la société civile sur base du projet de rapport du groupe de travail UPR.

29 juin 2011: Vlaamse Jeugdraad, présentation des résultats du questionnaire auprès de mineurs lors de la préparation du pact de la jeunesse 2020, Bruxelles.

15 juillet 2011: Concertation CoorMulti: discussion du projet de 'Core Document' (document de base) qui sera joint aux rapports nationaux de la Belgique suivant les procédures de rapport auprès des instruments internationaux de droits de l'homme.

08-25 août 2011: cours intensif de français, Siska Van de Weyer.

4 et 29 août 2011: SPP Intégration sociale, contribution au groupe de travail ad hoc pauvreté d'enfant, target dans le programme de réforme national (Europe 2020) (dans le cadre plus large du groupe de travail 'indicateurs' pour le plan d'action national pour l'inclusion sociale), Bruxelles.

23 septembre 2011: Kinderrechtencommissariaat, présentation du dossier 'Geweld, gemeld en geteld' ('la violence, dénoncée et mesurée'), Bruxelles.

30 septembre 2011: Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor jeugd en volwassenen, Autorité flamande, concertation du 'groupe de réflexion sur les droits des jeunes et de l'enfant' (discussion du plan d'action flamand relatif aux droits de l'enfant), Bruxelles.

5 octobre 2011: Kinderrechtencommissariaat, présentation du '(In)druk. Gedragsstoornis of niet? Het kind achter het label' (dossier "(im)pression. Trouble de comportement ou non ? L'enfant derrière l'étiquette »), Bruxelles.

7 octobre 2011: Kenniscentrum Kinderrechten, formation post- académique 'kinderrechten tussen individuele responsabilisering en maatschappelijke verantwoordelijkheid - Algemene introductie: Verantwoordelijkheid vanuit een kinderrechtenperspectief' (('les droits de l'enfant entre la responsabilisation individuelle et la responsabilité sociétale - introduction générale: la responsabilité vue d'une perspective des droits de l'enfant), Gand.

7 octobre 2011: Concertation CoorMulti concernant le questionnaire du rapporteur spécial des N.U. en matière de violence.

14 octobre 2011: Kenniscentrum Kinderrechten, formation post- académique 'kinderrechten tussen individuele responsabilisering en maatschappelijke verantwoordelijkheid - Baas over eigen lijf en leven', ('les droits de l'enfant entre la responsabilisation individuelle et la responsabilité sociétale - maître de propre corps et vie'), Anvers.

14 octobre 2011: réunion du groupe de suivi CIDE (évaluation des actions prises par le Gouvernement dans le cadre du Plan d'action relatif aux droits de l'enfant approuvé en décembre

2008: présentation du formulaire intelligent et écolage des correspondants droits de l'enfant), Communauté française, OEJAJ.

28 octobre 2011: Steunpunt Welzijn, Volksgezondheid en Gezin (SWVG), Journée d'étude 'Wel en Wee in Vlaanderen, Een wetenschappelijke kijk op welzijns- en gezondheidszorg' (Le bien-être en Flandre: une vue scientifique sur les soins de bien-être et de santé), Louvain.

28 octobre 2011: réunion du groupe de suivi CIDE (suite de l'évaluation des mesures prises par le Gouvernement et Plan d'actions 2011-2014 du Gouvernement de la Communauté française au Parlement de la Communauté française relatif à l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant : présentation et discussion), Communauté française, OEJAJ.

8 novembre 2011: SPP Intégration sociale, réunion préparant la recommandation européenne en matière de pauvreté d'enfants et de bien-être des enfants, Bruxelles.

17 novembre 2011: Kinderrechtencoalitie, Forum ouvert final 'kinderrechten in de Gezondheidszorg', (les droits de l'enfant dans les soins de santé), Bruxelles.

18 novembre 2011: Kenniscentrum Kinderrechten, formation post- académique 'kinderrechten tussen individuele responsabilisering en maatschappelijke verantwoordelijkheid – De rechtspositie van jongeren: groei naar verantwoordelijkheid?' ('les droits de l'enfant entre la responsabilisation individuelle et la responsabilité sociétale – la position juridique des jeunes : évoluer vers la responsabilité ?', Louvain.

22 novembre 2011: DGAJ Communauté française, journée d'étude 'La participation des jeunes, un enjeu éducatif. Quels outils pédagogiques ? Quelles méthodologies pour recueillir la parole des jeunes ?', Liège.

23 novembre 2011: Commission européenne, DG Justice, 6th European Forum on the Rights of the Child, Bruxelles.

25 novembre 2011: Kenniscentrum Kinderrechten, formation post- académique 'kinderrechten tussen individuele responsabilisering en maatschappelijke verantwoordelijkheid – "Harde aanpak' van jeugddelinquentie: waar zijn de kinderrechten?' ('les droits de l'enfant entre la responsabilisation individuelle et la responsabilité sociétale – 'approche 'hard' de la délinquance juvénile: vers où sont partis les droits de l'enfant?', Bruxelles.

29 novembre 2011: Conseil supérieur de la Santé, Journée d'étude 'Jongeren in troebel water?', gedragsstoornissen in context' (troubles de comportement), Bruxelles.

2 décembre 2011: Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor jeugd en volwassenen, Autorité flamande, concertation du 'groupe de réflexion sur les droits des jeunes et de l'enfant' (une information de qualité sur les droits de l'enfant; suivi des actions du plan d'action flamand relatif aux droits de l'enfant), Bruxelles.

15 décembre 2011: Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation Sociale, Séminaire 'Les systèmes de rapports sur l'application des conventions internationales relatives aux droits sociaux à l'épreuve du temps, Bruxelles.

Participation à des conseils d'avis :

De façon systématique: participation au groupe de suivi CIDE et au Reflectiegroep Jeugd- en Kinderrechten (cf supra).

13 mai 2011: participation au conseil d'avis du KeKi (Kenniscentrum Kinderrechten), Bruxelles.

24 octobre 2011: réunion sur le projet de base de données du Keki, Bruxelles.

Annexe 6: Formations et certificats obtenus

David Duculot: formation académique en ingénierie de formation, Université de Rouen, France (travail de fin d'études: "La formation à la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant de professionnels travaillant pour et avec des enfants").

Siska Van de Weyer: cours d'été intensif en français et formation certifiée en 'rédaction professionnelle'.

Certificats linguistiques obtenus auprès du Selor:

- Sarah D'hondt (connaissance du français – certificat article 12);
- Siska Van de Weyer (connaissance du français – certificat article 8);
- David Duculot (connaissance du néerlandais – certificat article 9).

KeKi, formation post-académique en droits de l'enfant: Siska Van de Weyer et Sarah D'hondt: journées de formation : 7 octobre, 14 octobre, 18 novembre et 25 novembre.



Avenue de la Porte de Hal 5-8
1060 Bruxelles

www.ncrk-cn.de.be
info@ncrk-cn.de.be